



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

Communiqué syndical

Tours, le 19 août 2021

RETRAIT DE LA LOI DE GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

NON AU PASS SANITAIRE

Le 12 juillet, le Président Macron a rappelé dans son allocution, les grands axes de sa politique : restriction des libertés et poursuite des réformes régressives de l'assurance chômage et des retraites.

Avec cynisme, il stigmatise les soignants qui, il y a un an, étaient applaudis alors qu'ils travaillaient sans masque, sans équipements, sans moyens de protection et étaient même obligés de continuer à travailler avec un test positif sans symptômes.

Pourtant, en détruisant les stocks stratégiques, en asphyxiant la recherche scientifique, en délocalisant la production de matériel, d'équipements, de médicaments et en continuant la fermeture de lits et de postes, ... le responsable de la situation et d'une nouvelle dégradation des capacités d'hospitalisation, c'est le gouvernement, pas les soignants !

Depuis le 17 juillet, malgré la période des vacances, samedi après samedi, la mobilisation ne cesse de croître contre la loi de « gestion de la crise sanitaire » et son outil de remise en cause du statut, du Code du travail, des libertés individuelles et de l'accès aux soins : **le pass sanitaire, pass licenciement**. (3000 manifestants encore sur Tours le 14 août dernier)

Les mesures prises n'ont rien de sanitaire ! Elles ne visent qu'un objectif pour le gouvernement : réduire les droits des salariés et des agents de la fonction publique.

Il s'agit d'accélérer la réforme des retraites, la mise en œuvre de la réforme d'assurance chômage et le démantèlement de la protection sociale !

Il s'agit même de s'en prendre au droit de grève comme vient de le déclarer le ministre Vèran !

Si la santé de la population était la vraie priorité de ce gouvernement, il stopperait toutes les fermetures de lits hospitaliers (encore 1800 depuis mars 2020), il mettrait un véritable plan de recrutement de personnels en place au lieu de provoquer une nouvelle hémorragie catastrophique de soignants dans les hôpitaux, les EPHAD, les services de soins à domicile, ...

C'est pourquoi l'Union départementale FORCE OUVRIÈRE d'INDRE et LOIRE apporte son soutien à ses militants, ses adhérents et aux salariés qui participent chaque samedi aux manifestations et elle invite à rejoindre les prochaines pour faire aboutir les revendications :

- **Retrait de la loi de gestion de la crise sanitaire !**
- **Non au pass sanitaire !**
- **Aucune sanction, aucun licenciement pour les salariés et les agents !**
- **Non à la réforme des retraites ! Non à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage !**

(Voici la date de la manifestation qui nous a été communiquée)

SAMEDI 21 AOUT 2021 à 14H00 PLACE JEAN JAURES

Pour toute demande d'informations sur le syndicat FO, une question sur vos droits, un problème au travail....Merci de contacter l'UNION DEPARTEMENTALE FO 37 (voir nos coordonnées mail, téléphone, adresse au Recto).

Je souhaite être recontacté par FO je retourne ce document en indiquant vos nom et prénom avec vos coordonnées :

NOM/prénom :

Coordonnées Tél :

Votre secteur d'activité :

Adresse Mail :

Pendant les vacances, FO milite pour les droits des salariés !

FO

retraites

FO revendique l'abandon de la réforme des retraites et non un simple report après les prochaines échéances électorales. FO reste opposée à tout nouveau recul de l'âge de départ à la retraite.

FO revendique l'indexation du pouvoir d'achat des retraites et des pensions.

assurance chômage

FO réclame l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, réforme inopportune et injuste. FO revendique le retour à la convention 2017 et dénonce l'obstination du gouvernement à imposer sa réforme, dont l'un des objectifs est de réaliser des économies sur les droits des demandeurs d'emplois, de l'ordre d'un milliard d'euros chaque année.

discrimination syndicale

Alors que les procédures se multiplient ces derniers mois contre des syndicalistes, que ce soit à Pôle Emploi, dans le public ou le privé, FO rappelle son engagement contre toute discrimination syndicale mais aussi contre toutes les formes de discrimination.

protection sociale

FO rappelle les principes de la Sécurité sociale fondés sur la cotisation et le salaire différé, seul modèle qui permet aux salariés d'être couverts contre tous les risques et de bénéficier de prestations d'assurance et non d'assistance. C'est pourquoi FO s'oppose à l'étatisation de la Sécurité Sociale.

services publics

FO exige l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publique qui vise une transformation du modèle social en facilitant le recours aux contractuels, en généralisant la rémunération au mérite ou en instaurant la rupture conventionnelle dans la fonction publique.

retour de l'austérité

FO dénonce les politiques d'austérité et les contre-réformes exigées en contrepartie de l'emprunt européen. FO sera particulièrement vigilante à ce que le « quoi qu'il en coûte » ne se transforme pas en « quoi qu'il en coûte » aux salariés.